

THIERRY BROS, ANALYSTE SENIOR, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Hydrocarbures de schiste : la France va-t-elle regarder passer les trains ?

La publication, le 10 juin, par l'Energy Information Administration de nouvelles estimations des réserves en pétrole et gaz de schiste de 41 pays hors États-Unis, deux ans après une première évaluation plus concentrée géographiquement, a suscité nombre de commentaires, parfois sceptiques, voire sarcastiques. Le sujet, on ne le dira jamais assez, est trop passionnel pour qu'il en ait été autrement. Thierry Bros, analyste senior "marché gazier européen et GNL" à la Société Générale, balaie d'un revers de la main les "piques" qui ont pu être adressées à l'EIA : « *on oublie de dire qu'il s'agit d'un organisme d'État* », nous fait-il remarquer. L'agence a, d'autre part, « *un historique qui plaide en sa faveur. J'ai un profond respect pour les membres de cet organisme du département américain de l'Énergie, qui produisent beaucoup d'informations et de chiffres qui font référence* », ajoute-t-il. Et s'ils se sont parfois trompés, ce serait plutôt en sous-estimant le niveau de production des États-Unis. Pour l'expert, le « *timing* » de ce rapport est plutôt « *bon* », pour aider à la compréhension globale du système. Les pays sont maîtres de leur politique énergétique, « *ces chiffres, ils en font ce qu'ils veulent* ».

Rien de « *choquant* » non plus pour lui dans les modifications qui ont pu être opérées par rapport au document de 2011. L'estimation sur les ressources chinoises de gaz de schiste a été revue à la baisse, à 31 milliards de milliards de mètres cubes (Tm³) au lieu de 36 Tm³. Les autorités chinoises ont avancé le chiffre de 25 Tm³ en 2012, observe Thierry Bros. « *Nous savons que c'est le pays le mieux doté, devant l'Argentine. Nous sommes face à une épure qui paraît donc cohérente* ». Même chose pour la Pologne qui souffre de deux handicaps : une géologie qui a ses limites et... « *un grand acteur, Gazprom, qui ne laissera pas ce pays devenir exportateur de gaz sans engager d'abord une guerre des prix* ». Et la nouvelle estimation, même revue en baisse, est encore supérieure aux propres projections de l'institut géologique polonais.

Mais ce que retient surtout Thierry Bros, c'est ce constat : la France, selon l'EIA, détient 36 % des ressources en huile de schiste de l'Europe et 29 % de celles de gaz. « *Notre pays va-t-il regarder passer les trains ?* », s'interroge-t-il. Si oui, c'est le Royaume-Uni qui n'est que 6^e en Europe au niveau des ressources en gaz et 5^e pour le pétrole qui « *va effectivement produire cette ressource* ». Dans ce cas, « *la France sera obligée de s'y mettre* », estime-t-il, mais avec retard. L'analyste de la Société Générale est d'accord avec ceux qui affirment haut et fort que le modèle américain n'est pas duplicable tel quel en Europe et par conséquent dans l'Hexagone. La régulation devra être « *plus contraignante et les taxes supérieures* » à ce qui se fait outre-Atlantique. Ce qui explique, selon lui, que ce soit les utilities qui soient les premières en ligne, telle Centrica au Royaume-Uni, plutôt que les « *oil and gas* ». Les 4,7 milliards de barils de ressources en pétrole de schiste dont l'EIA crédite le bassin de Paris, « *faut-il les laisser en terre et continuer d'importer du brut d'Arabie Saoudite ? L'analyste que je suis pense que ce n'est pas très intelligent, car ne rien faire c'est renoncer à mettre en concurrence nos fournisseurs traditionnels* ». À une condition bien sûr : « *que ce soit acceptable pour les populations* ».



THIERRY BROS

Thierry Bros est, depuis 2010, analyste senior sur les marchés gaziers. En 2007, il a rejoint la Société Générale comme analyste senior actions pour suivre les valeurs gazières pan-européennes. De 2002 à 2007, Thierry Bros représentait la France auprès de l'Agence Internationale de l'Énergie et de la Commission Européenne en qualité d'expert pétrole et gaz au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Thierry Bros est l'auteur du livre « *After the US shale gas revolution* » paru aux Editions Technip, en 2012.

AGENDA

Le 27 juin, le conseil national du débat sur la transition énergétique auditionnera des experts des marchés pétro-gaziers. Aux côtés de Thierry Bros, Nathalie Alazard-Toux (IFP EN), Olivier Rech (Energy Fund Advisor), Jean-Marie Bourdaine (consultant auprès de Cheniere) et un représentant de l'AIE.

Elisabeth Salles